



Marc Bolland
Député wallon (PS)
Marc Tarabella
Député européen (PS)

Rendre la sérénité aux agriculteurs wallons

Renouvellement de la commission européenne, rédaction du décret-cadre wallon sur l'agriculture, présidence belge de l'Union européenne pour six mois, à dater du mois de juillet...

Autant de raisons de se pencher sur les axes politiques à définir pour rendre aux agriculteurs la sérénité qui leur fait tant défaut.

Ces dernières années ont été marquées par le « tout au marché », parti pris idéologique d'une PAC (Politique agricole commune) inadaptée, dont les orientations insufflées par la Commissaire sortante, M. Fisher-Boël, se sont avérées économiquement et socialement désastreuses. L'agriculture a besoin d'une rupture nette par rapport à un système qui a illustré les limites d'un modèle économique qui s'effondre.

Le « tout au marché » est impossible en agriculture. En voici quelques raisons :

1. Au vu des risques saisonniers, l'offre agricole est variable. Or, qui dit gestion des stocks dit inévitablement régulation des prix, sauf à en accepter une instabilité chronique et récurrente.

2. Alors que l'objectif premier de l'agriculture doit rester de nourrir les presque 7 milliards d'individus que compte notre planète, le « marché mondial » se réorganise sans cesse autour de crises graves qui se succèdent ; celles-ci ne pouvant provoquer que des dérèglements, lourds de conséquences pour les producteurs, incapables de dégager un salaire rémunérateur de leur travail, et la population qui vit dans la crainte constante d'une seconde crise alimentaire mondiale.

le.

3. Les exigences de qualité des produits et l'éco-conditionnalité imposées à nos exploitations, lesquelles n'ont qu'un écho très limité en dehors de l'Union, ont un coût, variable selon les régions ; ces distorsions de concurrence ne permettent pas la mise en place d'un marché équitable.

4. L'importance des flux conjoncturels sur les marchés internationaux favorise une spéculation sauvage qui met en péril l'équilibre devant exister entre l'offre et la demande.

5. Le poids des investissements exigés des agriculteurs ne permet pas la flexibilité nécessaire à une adaptation rapide au marché mondial.

Si le « tout au marché » s'avère inapproprié comme système global de gestion, nous avons néanmoins besoin d'exploitations agricoles innovantes et performantes tant au niveau national qu'international.

Pour un développement optimal, un climat de stabilité est indispensable pour rassurer, à court terme, les milieux agricoles, mais surtout à moyen et à long terme, à travers une régulation réfléchie, défendue, d'ailleurs, par le nouveau commissaire à l'agriculture, Monsieur Dacian Ciolos, dont les propos se veulent encourageants.

Le modèle souhaité est celui d'une agriculture durable qui propose aux consommateurs des aliments sains (aliments de qualité) à un prix abordable et stable, respecte l'environnement, traite correctement les travailleurs et les animaux, applique les méthodes agricoles économiques viables, protège les éco-

systèmes précieux ainsi que la biodiversité, au profit des communautés rurales et de la société tout entière.

Dans cet esprit, et sans vouloir être exhaustifs, nous proposons quelques mesures concrètes susceptibles de renforcer, au niveau européen et wallon, l'efficacité de nos politiques :

1. la mise en place d'outils de contrôle macroéconomiques, permettant d'identifier les dysfonctionnements préjudiciables aux producteurs et consommateurs, attribuables en partie à des abus de position dominante, sanctionnés par le droit européen.

2. Une réforme réfléchie de la PAC s'avère indispensable si l'on veut obtenir la sécurité des approvisionnements.

“ Les propos, relatifs à une régulation réfléchie, du nouveau commissaire à l'Agriculture Dacian Ciolos se veulent encourageants. »

Même critiquée, la PAC reste une illustration remarquable de la volonté de coopération qui anime les Européens puisqu'elle représente le seul exemple d'intégration européenne touchant un secteur économique entier.

3. Un frein aux grands mécanismes de spéculation : en cas d'instabilité grave des prix, des mécanismes correcteurs, s'inspirant de la taxe TOBIN, dans le secteur financier, ou de ce que fut le serpent monétaire européen, devraient être mis en place.

4. Une modernisation de nos outils de lobbying : la Wallonie doit se doter d'un outil de lobbying européen fort, rassemblant nos forces vives et influentes, contre-poids puissant qui pèserait sur les processus de décision européens.

5. Un meilleur équilibre nord/sud : notamment par la suppression des restitutions aux exportations, mécanisme nous permettant d'écouler nos excédents à bas prix, sur les marchés extérieurs, grâ-

ce aux subventions de l'Union européenne, et qui tue littéralement l'agriculture locale des pays importateurs.

6. Une vue d'ensemble des outils wallons d'aide publique à l'agriculture : il faut améliorer la synergie entre les nombreux outils existants (Apaqw, OPW, Awex, SRIW, Craw...). Cette démarche permettrait à nos exploitants agricoles de voir leur situation stratégique maintenue sur les marchés locaux tout en les aidant à devenir concurrentiels à l'exportation, via l'innovation, la qualité des productions labellisées et un dynamisme renforcé.

7. Un véritable outil d'accompagnement social des agriculteurs et de leurs familles : tout secteur qui se restructure

doit pouvoir bénéficier d'un accompagnement social. Cela doit être aussi le cas de l'agriculture : chaque agriculteur doit pouvoir rencontrer, en Région wallonne, un interlocuteur formé et efficace, tant pour l'aide au développement et à la réorientation de ses activités, que pour l'aider à valoriser ses droits élémentaires, aux vacances par exemple ; bénéfice fondamental pour rendre cette profession attractive.

Si nous ne réagissons pas rapidement en vue de dégager de nouvelles pistes pour un nouveau modèle agricole, à taille humaine, gratifiant, capable de nourrir sa population, soyons convaincus d'être à l'aube d'une seconde crise alimentaire mondiale, terrifiante dont nous minimisons déjà les conséquences à long terme. ■

► **P.22 ÉCONOMIE :**
FACILITER LA SUCCESSION
SUR LES TERRES